

Bulletin d'information  
n° 101 / février 2017

## **Nouvelles du SOLIFONDS: trio de choc!**

Le SOLIFONDS compte dès à présent une nouvelle collaboratrice: Sandra Julius. Sandra n'est pas tout à fait une nouvelle venue, puisqu'elle a déjà travaillé pour le SOLIFONDS: de l'été 2015 jusqu'au printemps 2016, elle a remplacé Urs Sekinger puis Yvonne Zimmermann, qui ont pris, à tour de rôle, un assez long congé non payé. Les deux permanents ont ensuite proposé au conseil de fondation de réduire chacun leur temps de travail de 70 à 50% pour qu'il soit possible d'engager une troisième personne en augmentant de 10% seulement le total des postes. Le conseil de fondation a approuvé cette proposition, de sorte que la coordination du SOLIFONDS compte désormais trois personnes travaillant à 50%.

Il est légitime de penser que ces longs congés nous ont donné envie d'avoir plus de temps libre. Sans doute, mais ces loisirs, nous les mettrons à profit afin de mieux comprendre (par des lectures ou des voyages) des thématiques propres au SOLIFONDS. Nous n'avions en effet guère le temps pour ce type d'activités en occupant des postes à 70%... qui frisaient souvent les 100%.

Le travail du SOLIFONDS repose à maints égards sur l'expérience et les réseaux. De ce point de vue aussi, l'élargissement de la coordination est une bonne chose. Lorsque Urs Sekinger partira à la retraite, au printemps 2019, Sandra Julius sera pleinement à même d'assurer la coordination avec Yvonne Zimmermann.

Désormais à trois, nous avons entamé la nouvelle année avec un bel élan et nous réjouissons de vous voir participer à notre travail en lisant notre bulletin ou notre lettre d'information, en assistant à nos conférences et en soutenant nos activités par des dons.

SOLIFONDS  
Quellenstrasse 25  
Case postale  
CH-8031 Zurich  
Tél. 044 272 60 37  
mail@solifonds.ch  
www.solifonds.ch  
CP 80-7761-7

## **Emplois sûrs, salaires décents et participation au processus de paix**

### **Ce qui compte, c'est la vie, pas les profits!**



Sur la plage de Gadani, les ouvriers de la démolition navale travaillent dans des conditions aussi dangereuses que précaires.  
Photo: Yvonne Zimmermann

«La démolition navale de Gadani est un cimetière de travailleurs!» – «La sécurité au travail est un droit, pas un privilège!» C'est en scandant ces slogans que des ouvriers pakistanais ont protesté contre les conditions de travail dangereuses qui règnent sur les plages de Gadani, où sont démantelés les navires en bout de course. Depuis novembre dernier, 32 de leurs collègues ont perdu la vie. Les ouvriers et leur syndicat veulent que les employeurs soient enfin obligés de garantir la sécurité et la santé au travail. Ils ne devraient plus pouvoir mettre la vie des ouvriers en péril pour accroître leurs profits. Dans les mines d'Afrique du Sud, la vie des travailleurs ne valait guère mieux. Des milliers de mineurs ont contracté la silicose ou la tuberculose et ont ensuite été licenciés. Ils ont récemment déposé des plaintes collectives et réclament des indemnités à leurs anciens employeurs.

Au Pakistan, des ouvrières à domicile exigent une protection de la santé au travail et des salaires décents. Dans le sud de l'Europe, des ouvrières et des ouvriers agricoles luttent contre des conditions de vie et de travail précaires dans la production maraîchère. Tous ces cas témoignent d'un profond mépris des travailleurs et des travailleuses, mépris qui les empêche de vivre dans la dignité.

En Colombie, des organisations sociales luttent également contre le mépris de la vie. Depuis le début du processus de paix, la violence paramilitaire a connu une escalade inquiétante. Comme les femmes colombiennes ont particulièrement souffert pendant les décennies de conflit armé, il est essentiel qu'elles puissent expliquer leur situation dans le cadre du processus en cours et présenter des propositions pour une paix basée sur la justice sociale. Il s'agit aussi de mettre en place une économie différente et solidaire. Les mouvements sociaux y travaillent déjà!

La présente collecte de fonds servira à soutenir les femmes et les mouvements sociaux de Colombie qui luttent pour la participation populaire ainsi que les ouvrières et les ouvriers qui se battent pour de meilleures conditions de vie et de travail. Ce qui compte, c'est la vie, pas les profits!

## **Pakistan : la lutte des ouvrières à domicile porte ses fruits**

« Chère équipe du SOLIFONDS, nous tenons à vous informer d'une bonne nouvelle: le ministre en chef de la province du Sindh, au Pakistan, a adopté une politique en faveur des ouvrières et ouvriers à domicile! » Voilà l'essentiel du message que Zehra Khan, de la fédération des ouvrières à domicile (HBWWF), nous a adressé le 10 novembre 2016. L'adoption de principes de base destinés à protéger ces travailleuses et travailleurs est un succès de taille pour la HBWWF.

Alors que quelque 12 millions de personnes – la plupart des femmes – sont employées dans ce secteur au Pakistan, elles comptent parmi la main-d'œuvre la plus exploitée. La plupart travaillent chez elles, dernier maillon d'une longue chaîne de sous-traitance, et ignorent souvent où et à quel prix leur production sera vendue. Elles ne gagnent qu'une fraction du salaire, déjà maigre, versé à une ouvrière d'usine. Avec cet argent, elles doivent tout d'abord payer le gaz et l'électricité, parfois aussi le fil et les aiguilles, nécessaires à leur ouvrage. Au bout du compte, il ne leur reste pas grand-chose.

Il y a quelques années, les ouvrières à domicile ont commencé, avec l'appui de la HBWWF, à former des syndicats au niveau des villes et des quartiers. Regrouper les ouvrières n'a pas été facile, car elles sont isolées et ne connaissent que rarement les activités et les conditions de travail de leurs « collègues ». Grâce aux efforts consentis, elles ont fait parler d'elles et exercé une pression sur les autorités, de sorte que le gouvernement du Sindh a adopté des règles de base visant à les protéger. C'est un progrès important pour améliorer leurs conditions de vie et de travail et empêcher leur exploitation.

Il s'agit à présent de concrétiser cette déclaration d'intention dans une législation. Celle-ci devrait par exemple fixer un salaire minimum pour les ouvrières et ouvriers à domicile et les intégrer dans le système de sécurité sociale. C'est le prochain objectif de la fédération des ouvrières à domicile HBWWF, qui prévoit de mener une campagne de douze mois afin de promouvoir l'application de la politique adoptée. Les succès des ouvrières à domicile ne revêtent pas seulement de l'importance dans la province du Sindh, mais rejaillissent sur l'ensemble du Pakistan et de l'Asie, où le travail à domicile est très répandu.



Les ouvriers réclament des mesures de sécurité sur les chantiers de démolition navale. Photo : NTUF

## **Lutte pour la sécurité au travail dans la démolition navale au Pakistan**

Le 1<sup>er</sup> novembre 2016, une grave explosion est survenue dans le chantier de démolition navale de Gadani (Pakistan): 26 ouvriers sont morts, des dizaines ont été gravement blessés et de nombreux autres sont restés bloqués à l'intérieur d'un cargo. Il n'y avait ni service de pompiers ni appareils d'extinction sur place. La pire crainte des travailleurs était devenue réalité.

Quelque 300 ouvriers avaient été mobilisés pour démanteler le cargo dans la cale sèche n° 56. Alors que du mazout se trouvait encore dans le réservoir, ils ont dû se mettre à l'œuvre tout de suite pour que le travail avance plus rapidement. Entrant en contact avec les gaz piégés dans une coque chauffée par le soleil, les étincelles des chalumeaux ont provoqué une explosion titanesque. Des ouvriers et des éléments de la structure ont été éjectés par-dessus bord, et le navire s'est embrasé. L'incendie a fait rage pendant deux jours, alors que l'on ignorait combien de personnes se trouvaient à l'intérieur du bateau.

La démolition navale de Gadani emploie directement ou indirectement plus de 20 000 travailleurs. Ceux-ci attirent depuis longtemps l'attention sur la précarité et les risques extrêmes de leur travail. Les accidents graves, souvent mortels, sont fréquents. Pourtant, les ouvriers ne reçoivent pas d'équipement de protection et rien n'est fait pour préserver leur santé ni garantir leur sécurité. La plupart d'entre eux étant des journaliers, ils ne sont pas inscrits auprès des assurances sociales et touchent des salaires de misère. De plus, beaucoup vivent dans des baraquements à proximité de leur lieu de travail, sans accès à de l'eau potable ni à des installations sanitaires.

Malgré la multiplication d'accidents sur le chantier naval, Gadani ne possède pas d'hôpital pouvant accueillir les urgences. Les travailleurs blessés doivent ainsi être transportés sur de longues distances. Après l'accident de novembre dernier, ils ont dû être conduits jusqu'à Karachi, à 57 kilomètres de Gadani. Les ambulances font par ailleurs défaut, car les propriétaires des chantiers s'en servent pour leur usage privé.

Sur les chantiers de démolition navale de Gadani, les patrons sapent les tentatives de syndicalisation et ne respectent ni les normes syndicales ni le droit du travail. Le syndicat fondé par les ouvriers a été déclaré illégal à plusieurs reprises.

Depuis la catastrophe de novembre dernier, six autres travailleurs ont perdu la vie à Gadani. Et, pour la première fois, les autorités se montrent prêtes à édicter une réglementation. Nombre d'ouvriers des chantiers navals ont par ailleurs surmonté leur crainte de la répression et participent à des réunions syndicales. La fédération syndicale NTUF et le syndicat des démolisseurs de navires (Shipbreaking Workers' Union) ont dès lors intensifié leurs efforts de mobilisation. Ils exigent que des lois soient enfin adoptées et appliquées pour protéger les travailleurs.



Des femmes en plein débat sur la paix et la participation.

Photo: Yvonne Zimmermann

## Instaurer la paix en Colombie: le rôle essentiel des femmes

Depuis fin 2016, la Colombie applique peu à peu l'accord de paix signé en novembre entre le gouvernement et la guérilla des FARC-EP. Dans le même temps, la violence paramilitaire est montée d'un cran: les assassinats visant les dirigeants et les membres de mouvements sociaux se sont multipliés, sans parler des attentats, des disparitions, des expulsions et des menaces de mort. Durant la seule année 2016, 117 représentantes et représentants d'organisations populaires ont été tués et 15 morts ont déjà été dénombrés au cours des premières semaines de 2017. Les coupables demeurent pourtant impunis. En janvier, le ministre de la Défense a même affirmé qu'il n'existe aucun groupe paramilitaire dans le pays. Or, pour que l'accord de paix puisse déployer ses effets, il faudrait garantir la sécurité, démanteler les structures paramilitaires et, surtout, impliquer la population dans ce processus, car c'est elle qui a été la plus durement touchée par le conflit.

Dans ce contexte, la plateforme d'information alternative Colombia Informa entend donner plus de voix aux femmes et les encourager à participer au processus de paix. À cet effet, il est essentiel de faire connaître leur situation spécifique, leurs souffrances et leurs propositions pour instaurer la paix et lancer à ce sujet un vaste débat public. Colombia Informa organise donc un cours de communication destiné aux femmes. Prévu sur plusieurs jours, il accueillera des participantes issues de différentes organisations et régions et les encouragera à évoquer leur situation. Elles apprendront aussi des techniques permettant d'expliquer leurs souffrances et leurs espoirs à un large public. Le cours comprend des ateliers sur la rédaction de textes journalistiques et enseignera aux femmes comment utiliser les médias numériques aux fins de communication.

### La paix passe par des changements que seule la participation peut garantir

Les mouvements sociaux affirment depuis longtemps que la paix n'est pas seulement l'absence de violence armée, mais qu'elle passe aussi par une transformation sociale. Il importe donc de mener un vaste débat au sein de la société et d'impliquer la population dans le processus de paix. Il faut notamment éliminer les causes de conflit, telles les disparités sociales criantes. Le syndicat des travailleurs du pétrole (USO) et la Cumbre Agraria, Étnica y Popular (une vaste alliance d'organisations sociales) ont mis sur pied toute une série d'assemblées régionales pour la paix, où chacun pouvait présenter sa vision d'une paix fondée sur la justice sociale. En novembre 2016, plusieurs centaines d'organisations ont par ailleurs proposé une Table ronde pour la paix. Ces activités visent à instaurer un dialogue national avec une large participation de la société.

Dès février, des négociations de paix ont en outre débuté entre le gouvernement et le deuxième groupe de guérilla, l'ELN. Là encore, la participation de la population revêt une importance primordiale.

### Les mouvements œuvrent pour une économie solidaire

Durant le conflit armé qui a sévi en Colombie, environ six millions d'habitants, en majorité des paysannes et des paysans, ont été chassés de chez eux par la force et peuplent désormais les quartiers pauvres des grandes villes. Par conséquent, la répartition inégale des terres s'est encore aggravée et les monocultures se sont étendues. Les mouvements paysans luttent depuis longtemps contre les expulsions des populations rurales et s'opposent à l'agro-industrie et à l'exploitation minière. À leurs yeux, la résistance à un modèle destructeur passe également par la protection de semences traditionnelles sans OGM ainsi que par l'instauration d'une économie solidaire. Pour s'affranchir de la dépendance à l'égard des multinationales et des grands distributeurs, les petits paysans souhaitent transformer eux-mêmes leurs produits et trouver leurs propres débouchés.

Le réseau colombien REDHER, qui regroupe des syndicats et des mouvements sociaux, a repris cette idée et prévoit, avec l'aide initiale du SOLIFONDS, d'ouvrir à Bogota un magasin qui vendra des produits agricoles issus de la petite paysannerie. Une partie du magasin sera réservée à la vente et à une cafétéria, tandis qu'une autre partie servira à la transformation et à l'emballage des produits. Le local pourra également accueillir des conférences ou des ateliers, par exemple sur des sujets tels que l'agriculture urbaine, les plantes médicinales ou la conversion à l'agriculture bio.

Par ses diverses fonctions – vente de produits ruraux, organisation d'événements et lieu de rencontre – le magasin aidera à tisser des liens entre populations urbaine et rurale. Jusqu'ici, les habitants de villes ne connaissaient guère la situation de la petite paysannerie. Il a fallu la grève agricole nationale de 2013 pour que nombre d'entre eux comprennent que ce sont les paysannes et les paysans qui produisent la nourriture du pays et qu'ils subissent d'énormes pressions, notamment à cause de la politique de libre-échange.

**Nous vous remercions  
du fond du cœur pour  
votre soutien!**

## Afrique du Sud : atteints dans leur santé, des mineurs exigent des indemnités



Des mineurs malades et des veuves de mineurs discutent des actions menées en justice contre les entreprises minières. Photo: REUTERS/Mike Hutchings

« Un nouvel élan pour la croissance : comment investir dans les mines africaines et réaliser des profits sur le long terme ? » C'est sous ce titre que les patrons d'entreprises minières, des ministres et des politiciens se sont réunis en février au Cap à l'occasion de la conférence minière annuelle (Mining Indaba). Une Mining Indaba alternative se tenait toutefois en parallèle pour évoquer les problèmes des communes concernées par les activités minières, le mépris de leurs droits de codécision, l'impact de l'industrie minière sur l'environnement et ses conséquences sanitaires et sociales sur les ouvriers. Grâce au SOLIFONDS, Vama Jele, secrétaire de l'Association des mineurs migrants du Swaziland (SWAMMIWA) a pu se rendre sur place.

Même si l'apartheid a été aboli, le Swaziland, les (anciens) bantoustans et les États voisins continuent de fournir une main-d'œuvre bon marché à l'industrie minière sud-africaine. Les effectifs peuvent s'accroître rapidement en cas de besoin et les ouvriers sont renvoyés tout aussi vite chez eux lorsque le travail vient à manquer.

En raison des conditions de vie et de travail, la silicose, la tuberculose et le VIH sont très répandus parmi les mineurs. Ceux qui tombent malades sont licenciés sans obtenir de quoi se soigner et sans toucher de pension. La SWAMMIWA regroupe les mineurs débauchés et renvoyés chez eux. Elle participe aussi à une plainte collective déposée en Afrique du Sud contre des entreprises minières (lire l'encadré).

### Plainte de milliers de mineurs contre les entreprises minières

Landile Quebula a travaillé pendant 33 ans au fond d'une mine d'or en Afrique du Sud. Aujourd'hui, il ne se déplace qu'en fauteuil roulant, peine à respirer et se demande comment faire vivre une famille de sept personnes avec l'équivalent de 100 francs par mois. Landile a perdu son emploi en 2010, suite à un diagnostic de silicose. Il partage le sort de centaines de milliers de mineurs depuis la découverte des énormes réserves d'or africaines au début du siècle dernier.

À l'époque, tout le monde savait déjà que la poussière présente dans les mines peut provoquer la silicose. La législation sud-africaine empêchait toutefois les mineurs de porter plainte pour atteinte à leurs poumons. Les choses n'ont changé qu'en 2011, lorsque la Cour suprême d'Afrique du Sud leur a accordé le droit d'agir en justice.

En mai 2016, le pays a accepté une plainte collective déposée par des milliers de mineurs atteints de silicose, de tuberculose et du VIH. Selon les estimations, les malades de silicose sont à eux seuls environ 200 000. Aussitôt que leur maladie a été diagnostiquée, tous ont été licenciés et renvoyés dans leur pays d'origine. Ils exigent une indemnisation et la gratuité des soins de santé.

### Le côté obscur des belles tomates rouges

Fin novembre, le SOLIFONDS a organisé une série de conférences avec Carmen Cruz et Spitou Mendy du SOC-SAT (syndicat des ouvrières et ouvriers agricoles du sud de l'Espagne) ainsi qu'avec Papa Latyr Faye de l'association Ghetto out – Casa Sankara (région des Pouilles en Italie). Ils ont décrit la précarité dans laquelle vivent et travaillent les migrants clandestins employés dans le secteur agricole du sud de l'Europe, mais aussi présenté leurs luttes sociales.

Si le SOLIFONDS collabore depuis longtemps avec le SOC-SAT, l'association Ghetto out – Casa Sankara, fondée par la main-d'œuvre agricole, est un nouveau partenaire. Cet organisme encourage les travailleurs migrants à s'organiser et défend les droits de tous les ouvriers agricoles en Italie du Sud. Principalement engagés pour récolter les tomates, ceux-ci arrivent chaque année par milliers, venant surtout d'Afrique subsaharienne. Le « Ghetto de Rignano », près de Foggia, illustre parfaitement leurs conditions de vie et leurs luttes. Lorsque la saison bat son plein, jusqu'à 2000 personnes s'entassent dans cet assemblage de cabanes en carton et en plastique. Tant le bidonville que la répartition du travail aux champs sont contrôlés par des réseaux mafieux. L'association Ghetto out – Casa Sankara entend faire fermer les lieux et assurer des logements décentes aux travailleurs.

Début décembre 2016, le SOLIFONDS a reçu un appel au secours de Casa Sankara : un des bidonvilles avait été ravagé par un incendie ; les gens avaient tout perdu. L'association a tout mis en œuvre pour loger les sinistrés et leur trouver des vêtements et de la nourriture. Selon ses responsables, le soutien financier envoyé rapidement par le SOLIFONDS fut une aide plus que bienvenue dans une situation extrêmement difficile.

#### Édition :

« Fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale dans le tiers monde »

#### Rédaction :

Sandra Julius, Urs Sekinger, Yvonne Zimmermann

Traduction : Milena Hrdina, Bienne

Impression : printoset, Zurich